



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

15 octobre 2014

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 8 octobre 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

2010-2014

Par Eric NG PING CHEUN

Qui était responsable de la politique économique du pays sous la législature qui vient de prendre fin ? Question cocasse pour nos politiciens. Les uns diront que la politique économique est déterminée par le grand argentier. Les autres affirmeront qu'elle est avant tout la politique du gouvernement. Le fait est que les deux ministres des Finances à plein temps durant la période de 2010 à 2014 sont aujourd'hui en opposition avec le gouvernement sortant. Chacun prendra la paternité des succès et rejetera les échecs sur l'adversaire. Mais ne faisons pas de l'économie une affaire de basse politique.

Croissance, chômage et inflation, voilà les trois principaux indicateurs par lesquels le commun des économistes juge l'état d'une économie. Dans le présent baromètre, la grande majorité des analystes interrogés accordent une note moyenne à la performance économique du pays de ces cinq dernières années. S'ils trouvent le taux actuel du chômage encore élevé, ils se félicitent d'une inflation qui demeure, selon eux, sous contrôle.

L'inflation en glissement annuel était sous la barre de 3,0% en 2009 (2,5%) et en 2010 (2,9%). Elle remonta à 6,5% en 2011 avant de retomber sous les 4,0%, mais demeurant au-dessus de 3,0%, soit 3,9% en 2012, 3,5% en 2013 et peut-être 3,7% en 2014. Or la stabilité des prix n'a de sens qu'avec une inflation inférieure à 3,0%, qui est l'objectif visé par la Southern African Development Community dont Maurice est membre. De toute façon, quel que soit son taux, l'inflation traduit une hausse des prix. Au cours des trois dernières années, l'inflation a réduit le pouvoir d'achat de la roupie par 11,5%.

C'est pourquoi les gens ont le sentiment que le coût de la vie a augmenté même si le taux d'inflation a diminué. De deux choses l'une : soit le panier de biens et services utilisé pour calculer l'indice des prix à la consommation n'est pas représentatif de l'ensemble des ménages, soit les prix recueillis par les officiers des statistiques ne reflètent pas la réalité. C'est ce qui expliquerait que le chiffre d'affaires des commerçants progresse, mais pas leur volume de vente.

Pour sa part, le taux officiel du chômage avait reculé à 7,3% en 2009, mais a grimpé à 7,6% en 2010, puis à 7,8% en 2011 et à 8,0% en 2012. Statistics Mauritius estime qu'il redescendra à 7,8% en 2014. Il est certes loin du taux de 9,6% enregistré en 2005, mais le diable se niche dans les détails.

On sait que c'est le chômage féminin qui pose problème, avec un taux attendu de 11,8% en 2014, et que le chômage des jeunes (16 à 24 ans) est inquiétant, avec un taux de 25,4% au deuxième trimestre de cette année. Pour autant, on

ne doit pas minimiser le chômage dans sa globalité. D'abord, il existe le phénomène du sous-emploi dans la mesure où les compétences de jeunes professionnels ne sont pas utilisées à bon escient par leur employeur. Puis, les diplômés prennent de plus en plus des postes qui sont faits pour ceux ayant le niveau d'éducation secondaire. Ensuite, trop de jeunes attendent le job parfait et préfèrent rester sans emploi. Enfin, même en tenant compte de l'économie informelle, le calcul du taux de chômage demeure une estimation aléatoire tant que les chômeurs ne sont pas incités à s'enregistrer au bureau de l'emploi.

La croissance économique, elle, avait flanché à 3,1% en 2009, mais s'est redressée à 4,2% en 2010 avant de repasser sous les 4,0%, soit 3,6% en 2011, 3,4% en 2012, 3,2% en 2013 et probablement 3,5% en 2014. L'objectif de 6,0% jeté aux oubliettes, le taux de 4,0% est la nouvelle barre à franchir, puisque Maurice éprouve des difficultés à l'atteindre. Cela manque d'ambition pour un pays qui veut rapidement devenir une économie à revenu élevé.

Parmi les trois catégories de dépenses qui constituent l'identité comptable du revenu national, seul l'investissement aura enregistré des taux de croissance négatifs (malgré la hausse de l'investissement étranger direct) ces cinq dernières années, sauf en 2011 lorsqu'il a crû de 1,4%. Entre-temps, la consommation a toujours montré une croissance réelle positive, quoique modérée, avec un taux annuel de moins de 3,0%. De leur côté, les exportations de biens et services n'ont pas cessé de progresser depuis 2010, parfois à un rythme annuel plus élevé que les importations.

Le prochain gouvernement devra donc se concentrer sur la relance de l'investissement domestique. Il s'agit notamment de l'investissement fixe des entreprises, qui comprend les terrains, bâtiments et équipements que les firmes acquièrent pour réaliser leur production. Composante la plus volatile de la production nationale, l'investissement fixe ne dépend pas seulement du coût du capital, mais aussi de la productivité du capital.

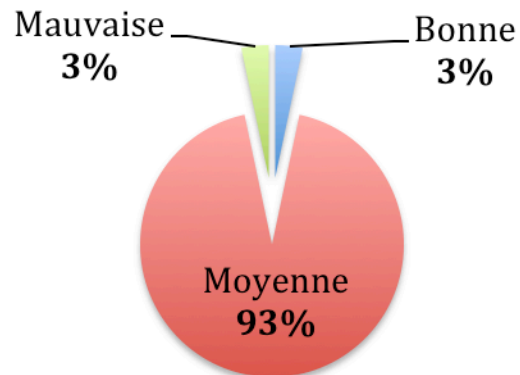
Si toute baisse du taux d'intérêt réel réduit le coût du capital, force est de constater que l'investissement fixe n'a pas réagi positivement aux nombreuses détentes monétaires. Le problème n'est donc pas le loyer de l'argent, mais le fait que toute unité de capital ne produit pas une unité de production. La productivité du capital, indique Statistics Mauritius, a reculé chaque année depuis 2009. Nos entreprises n'ont pas recours à des technologies pouvant accroître la rentabilité de l'investissement via une hausse de la productivité du capital.

Une législature démarre généralement sur les chapeaux de roues avant de terminer en demi-teinte. Mais celle de 2010-2014 est partie sur de mauvaises bases, n'ayant jamais pu donner un sens de direction au monde des affaires. Dès le début, la politique a pris le dessus de l'économie, laissant les réformes structurelles au vestiaire. Dès 2015, il faudra remettre l'ouvrage sur le métier.

(www.pluriconseil.com)

1) Comment évaluez-vous la performance générale de l'économie mauricienne de ces cinq dernières années ?

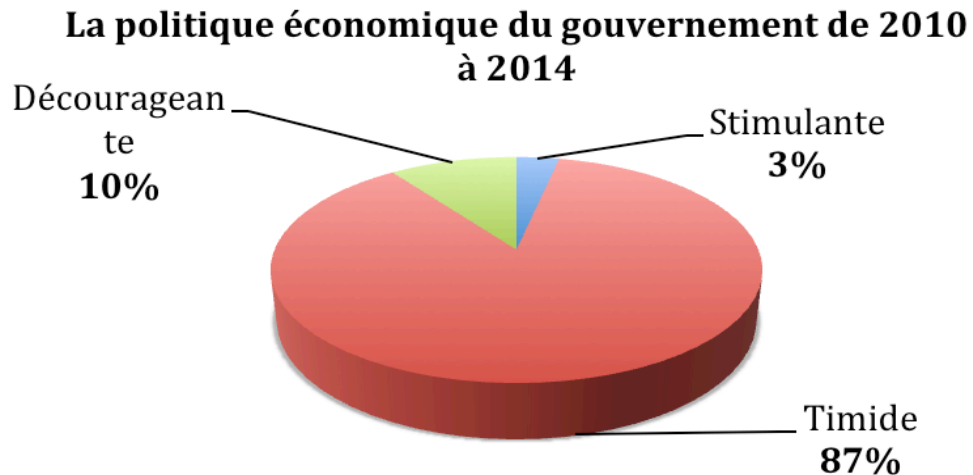
Performance de notre économie de 2010 à 2014



Performance moyenne de l'économie

Nos analystes économiques et financiers sont quasiment unanimes à dire que l'économie mauricienne n'a pas affiché une bonne performance au cours de ces cinq dernières années (2010-2014). Avec une performance économique qualifiée de moyenne, Maurice a fait plutôt bien par rapport aux pays développés, mais moins bien que les pays émergents. Pour sûr, « *compared to our vision, it has been off the mark* », même si « *our capacity to absorb external shocks is impressive* ». Nos taux de croissance économique (en dessous de 4%) ont été inférieurs à ceux de nombreux pays de l'Afrique sub-saharienne. C'est que « *we have the potential which is not being exploited fully* ».

2) Comment évaluez-vous la politique économique du gouvernement de ces cinq dernières années ?

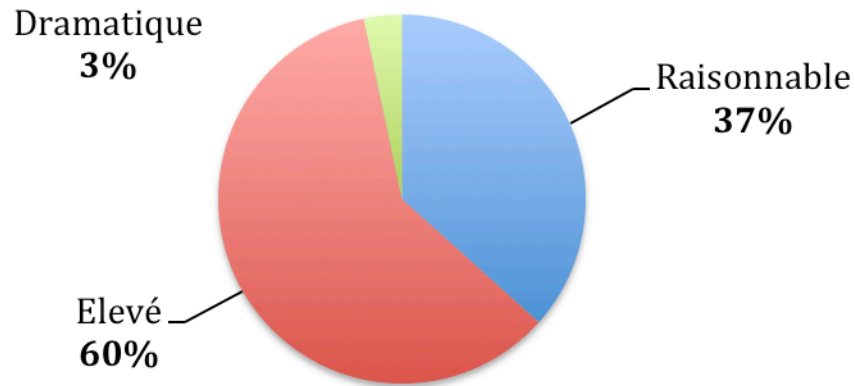


Absence de réformes économiques

La quasi-totalité des spécialistes interrogés jugent que la politique économique suivie par le gouvernement ces cinq dernières années (2010-2014) n'a pas été stimulante ou dynamisante pour l'économie mauricienne. Pour 87% de sondés, on a eu une politique timide et circonspecte. Comme l'explique un économiste, « *whilst being affected by the difficult global economic environment, the Mauritian economy has been marred by structural impediments in the absence of adequate reform measures* ». On déplore la paralysie du processus de décision politique et l'incapacité des gouvernants à faire bouger les choses. La faible majorité parlementaire causée par le départ du MSM « *has forced the government not to take any action to get the economy going* ».

3) Selon vous, le taux actuel du chômage à 7,8% est...

Le taux actuel du chômage



Taux de chômage élevé

Selon Statistics Mauritius, le taux de chômage a grimpé de 7,6% en 2010 à 8,0% en 2012, et il reculera à 7,8% en 2014. Pour trois analystes sur cinq, ce taux reste encore élevé. De nombreux chômeurs sont des femmes non qualifiées, ayant perdu leur emploi dans les secteurs sucrier et textile, mais le chômage de jeunes diplômés commence aussi à inquiéter. La pratique d'employer sous contrat des gens proches de l'âge de la retraite serait un obstacle au recrutement de jeunes professionnels. En même temps, le problème de l'inadéquation des compétences touche surtout les nouveaux venus sur le marché de l'emploi.

4) Selon vous, l'inflation reste actuellement...

Sous contrôle	60%
A surveiller	37%
Trop élevée	3%

L'inflation sous contrôle

Le taux d'inflation annuel, qui s'est inscrit à 3,9% en septembre dernier, reste sous contrôle, selon trois analystes sur cinq. Les raisons avancées sont que « *given that consumption is down, prices have stabilised* », alors que « *supply exceeds demand in most sectors* », et que « *a strong dollar is making commodity prices fall* ». Toutefois, l'appréciation du dollar américain aura aussi un impact négatif sur les prix locaux, et par ailleurs, on ressent une hausse du coût de la vie. Ce qui fait dire à 37% de répondants qu'il faut toujours surveiller l'inflation.

5) Comment évaluez-vous le comportement général de la roupie ces cinq dernières années ?

Evolution rationnelle de la roupie	23%
Volatilité imprévisible de la roupie	13%
Stabilité relative de la roupie	63%

Relative stabilité dans le tard

La majorité des personnes interrogées jugent que la roupie a été relativement stable durant ces cinq dernières années (2010-2014). Un banquier estime que « *the Bank of Mauritius has done a relatively good job in stabilising the exchange rate* ». Plus nuancé, un économiste observe que « *the five-year period has been marked by a rupee volatility especially until around 2012, with the local currency being perceived as being notably overvalued at some stage. However, a relative stability in effective terms has been noted of late.* » Si le dollar a repris des forces ces jours-ci, c'est parce que l'économie américaine s'est améliorée.

6) Par rapport aux neuf premiers mois de l'année, pensez-vous que le dernier trimestre de 2014 verra notre économie...

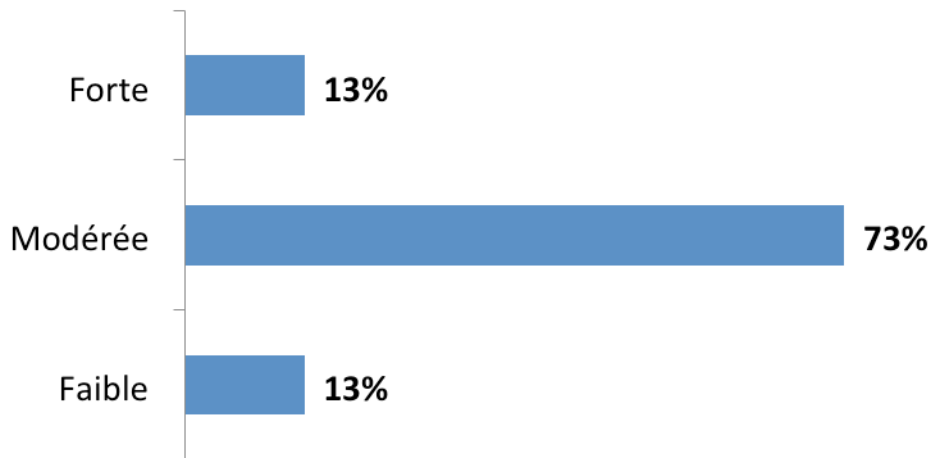
S'améliorer	7%
Faire du surplace	80%
Se détériorer	13%

Quatrième trimestre difficile

La période électorale qui s'ouvre sous le dernier trimestre de l'année sera marquée par l'immobilisme économique, selon quatre analystes sur cinq. Certains ont l'impression que l'économie mauricienne est « en pilotage automatique ». Par conséquent, « il n'y aura pas de développements majeurs ». De l'avis d'un économiste, « *business confidence seems to be low and investors might be adopting a wait and see attitude* ». Malgré une surprenante reprise au deuxième trimestre, la situation économique demeure fragile. Statistics Mauritius, qui prévoit toujours une croissance de 3,5% pour l'année 2014, pourrait être amené en décembre à revoir ses estimations à la baisse.

7) Selon vous, durant les prochaines fêtes de fin d'année, la consommation des ménages sera...

La consommation des ménages en décembre



Dépenses modérées des ménages

Les fêtes de fin décembre sont propices à la dépense par les ménages. Fait particulier cette année, elles interviendront juste après des élections générales. Y aura-t-il un « *feel good factor* » qui incitera à plus de dépenses individuelles ? La plupart des sondés croient plutôt que la consommation des ménages sera modérée. De toute façon, les Mauriciens tendent à consommer en épargnant moins ou en achetant à crédit ou en utilisant la carte à crédit. La consommation de fin d'année donnera un peu de couleurs à une économie en berne.

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

Baisse	0%
Maintien	100%
Hausse	0%

Certitude sur le statu quo

Tous les trente analystes interrogés sont certains que le comité de politique monétaire laissera inchangé le taux repo à sa prochaine réunion le 27 octobre. S'il n'y a pas de doute sur la décision, c'est parce que le comité lui-même a révélé lors de sa dernière réunion qu'il n'augmenterait pas le taux directeur avant l'année prochaine. A ce jour, souligne un banquier, « *inflation and growth targets are in line with expectations* ». Donc, « *there is no rationale to increase or to decrease the interest rate* », surtout en pleine campagne électorale.

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 8 octobre 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.